

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Avec les « hors la loi » (*Souvarine*). — Les problèmes de la Révolution allemande (*Zinoviev*). — Le sixième anniversaire de la Révolution d'octobre (*Tchitcherine*) — Le Congrès de Bourges (*Chambelland*). — Le problème du gouvernement

ouvrier et paysan en France (*Borel*). — Lénine (*Litvinof*). — Projet de préambule pour le programme du Parti (*Amédée Dunois*). — Bibliothèque communiste.

Avec les " hors la loi "

PAR ordre de M. Ebert, président social-démocrate du Reich et objet d'admiration du *Popu*, le Parti Communiste allemand est mis hors la loi.

Il y était déjà. Il y a beau temps que toute la presse communiste est supprimée, que toutes les réunions communistes sont interdites, que tous les militants communistes sont traqués au doux pays de la démocratie conforme à l'idéal de la 2^e Internationale.

On comprend que les social-démocrates, dont le parti dégoûte chaque jour davantage les masses ouvrières, essaient de détruire par tous les moyens la force communiste grandissante. Les socialistes du kaiser — aujourd'hui du kronprinz — n'ont plus rien à perdre que leur vie; il la mettent à l'abri derrière les mitrailleuses de von Seeckt, et profitent de ce qui leur reste de pouvoir, acquis par les pires trahisons, pour accabler l'avant-garde prolétarienne désarmée.

Cependant, avec ou sans le consentement des assassins de Liebnecht et de Rosa Luxemburg, et de leurs associés internationaux, les Longuet, les Vandervelde, les Shaw, les Adler, les Troëlstra, les Turati, les Daszinsky, les Branting, les Kazasov et autres Abramovitch, le Parti Communiste allemand continuera d'exister et même de se renforcer. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la gauche radicale du mouvement ouvrier d'Allemagne est réduite à l'organisation

souterraine et à l'action clandestine. Pendant la guerre impérialiste, il fallut entreprendre illégalement la lutte contre le pouvoir de Guillaume II dans le pays et contre celui de Scheidemann dans la social-démocratie. Les « lettres de Spartacus » sortirent d'imprimeries secrètes. L'embryon du mouvement communiste se forma dans des conditions peu différentes de celles de la Russie tsariste, où les divers partis socialistes se développèrent hors la loi. Et jusqu'au jour où ses représentants entrèrent dans le gouvernement ouvrier saxon, le Parti Communiste ne connut jamais les avantages des « libertés démocratiques », dont profitaient ses ennemis.

L'exemple du parti bolchevik est là pour prouver qu'à travers les épreuves, les échecs partiels, les défaites temporaires, les répressions, les persécutions, le parti du prolétariat révolutionnaire est indestructible. Il est indestructible comme la classe ouvrière elle-même, dont il incarne les intérêts les plus profonds, les plus hautes aspirations. Et la bourgeoisie féroce du Reich, même avec l'aide de la social-démocratie asservie, n'étouffera pas l'action communiste; car elle n'y parviendrait qu'à la condition de détruire son matériel humain d'exploitation, ce prolétariat dont le travail féconde ses capitaux, crée les valeurs qu'elle accapare, et qui engendre les lutteurs de la Révolution.

L'histoire du mouvement ouvrier allemand

dans ces dernières années est instructive à plus d'un titre pour les travailleurs des autres pays. Elle condamne à jamais les illusions démocratiques et social-démocratiques, qui ont conduit le plus grand parti de la 2^e Internationale, espoir et orgueil du socialisme mondial, à la honte et à la banqueroute. Elle discrédite définitivement le pédantisme pseudo-marxiste, les méthodes d'organisation et d'action legalistes, la défense soi-disant nationale, la collaboration de classe avouée ou masquée, le bureaucratisme syndical, et tout ce qui caractérisait ces organisations politiques et professionnelles « colossales » qui s'affaissaient aujourd'hui dans la misère indicible des masses et dans le sang des ouvriers révoltés.

En même temps, elle auréole de la gloire des héros de la révolution sociale la petite phalange opiniâtre qui, groupée autour de Rosa et de Karl, de Tychko et de Mehring et de Radek, est devenue un grand parti invincible de combat, — et elle justifie le travail et la tactique communistes dont nous voyons aujourd'hui les merveilleux résultats. Oui, à l'heure où notre parti frère d'Allemagne est mis hors la loi, où il supporte le poids accablant de la vindicte des magnats de la terre et de l'usine, de l'armée et de l'administration, il convient avant tout, non seulement de célébrer son courage, mais encore de rendre justice à son effort, d'apprécier son œuvre. La Révolution n'est pas faite, certes ! Mais qui nous eût dit, il y a seulement un an, que nous en serions si prêts ? Qui l'eût dit, après la terrible défaite de Spartacus en janvier-mars 1918, après l'échec de mars 1920, que nous aurions en Allemagne un Parti Communiste capable d'aspirer au pouvoir révolutionnaire au nom de la majorité du prolétariat conscient ?

C'est seulement dans les derniers mois que nos camarades valeureux ont recueilli les fruits des années ingrates de travail antérieures. Notre parti a vu affluer dans ses rangs les ouvriers par milliers, au point qu'il manquait de moyens d'organisation et de forces matérielles pour les encadrer et les fixer. Il lui fallait, pour courir au plus pressé, délaissier les tâches d'organisation et mener la lutte contre le fascisme, contre le nationalisme et son alliée, la social-démoc-

cratie, que l'on trouve toujours barrant la route à la révolution. Tout à coup, les perspectives révolutionnaires apparurent comme proches, une première fois lors de la grève générale qui renversa le gouvernement Cuno, une seconde fois quand la guerre de la réaction contre le gouvernement ouvrier saxon prit l'allure d'une guerre civile en voie de généralisation, divisant toute l'Allemagne en deux camps adverses. Une fois de plus, la grande vague révolutionnaire a reflué avant d'avoir submergé le régime ébranlé ; elle s'est brisée à l'inertie de la social-démocratie de gauche manœuvrée par la social-démocratie de droite consciemment contre-révolutionnaire. Mais toutes les causes qui déterminent impitoyablement le choc de la classe revendicatrice et de la classe conservatrice restent intactes, et les chances de notre victoire aussi.

Hors la loi comme dans la loi, le Parti Communiste profitera du répit momentané que lui donnent les fluctuations de la guerre civile pour consolider ses conquêtes, fortifier ses points d'appui et ses ramifications, organiser ses effectifs nouveaux, éclairer la masse désemparée, entraîner ses adhérents à prendre la tête des mouvements élémentaires surgissant partout, pour les orienter et les coordonner. Tirant la leçon des événements saxons, notre parti saura puiser dans ses erreurs de tactique des raisons nouvelles d'être sûr de vaincre et des enseignements de victoire. N'ayant pas commis de faute irrémédiable, ni compromis en rien les conditions du succès, il pourra s'assimiler les éléments de la stratégie révolutionnaire qui donnent à un parti de combat la supériorité sur l'ennemi, il acquerra la souplesse et la rapidité de décision qui lui assureront la maîtrise du moment décisif.

Plus que jamais, les communistes internationaux sont fiers de leurs frères allemands, ont foi dans leur destin. Et nous, communistes français, devant les turpitudes de nos adversaires socialistes, devant leurs manigances politiques, leurs combinaisons électorales, nous sommes deux fois heureux d'affirmer simplement notre solidarité complète avec le parti mis hors la loi par leurs acolytes de la 2^e Internationale.

Boris SOUVARINE.

LES PROBLÈMES de la Révolution allemande

La révolution allemande et la contre-révolution russe

L'attention du monde est de plus en plus fixée sur l'Allemagne. Les plus aveugles voient que le sort de l'Europe va se décider, que nous arrivons à une page importante de l'histoire de la révolution et qu'il se prépare des événements qui détermineront pour des dizaines d'années le cours de la politique.

Chaque classe, évidemment, réagit à sa manière. Les ouvriers avancés comprennent la liaison indissoluble qui existe entre la révolution allemande et le sort du prolétariat international. Si la masse ne le comprend pas encore, elle le sent instinctivement. Le capital occidental, et en particulier le capital français, a fait jusqu'à ces derniers temps bonne mine à mauvais jeu, prétendant que « l'anarchie » en Allemagne ne l'intéressait pas. Mais la contre-révolution russe est dans une attente fiévreuse. De la victoire de la réaction sur le prolétariat allemand, la bourgeoisie et les grands propriétaires russes réfugiés à l'étranger attendent leur salut. Ils ont parfaitement raison. Si quelque chose peut encore les sauver, c'est bien la victoire de la bourgeoisie européenne sur la révolution allemande.

Vainement, quelques bourgeois « soviétophiles » essaient de refroidir l'ardeur de leurs frères de l'émigration. Dans son numéro 76, l'organe des socialistes-révolutionnaires, le *Dni*, écrit :

« Un intellectuel, aussi loin des bolcheviks que des habitants de Mars, écrit de Russie en Allemagne : « Revenez vite ; nous sommes ici dans « un port tranquille, tandis que chez vous l'incendie d'octobre ne fait que commencer. »

Le journal se moque de lui. Il a vendu son aroût d'atnesse bourgeois pour le plat de lentilles du « port » soviétiste. Il ne comprend pas que, seule, la défaite de la révolution allemande peut encore sauver la bourgeoisie et la noblesse russes.

Le journal de Milioukov, le leader de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires émigrés, accorde une attention anxieuse aux événements d'Allemagne.

« Le plus triste pour l'Allemagne, c'est que l'agonie politique de l'Etat ne provoque nulle part d'inquiétude patriotique. Le Reichstag est encore moins glorieux que le pré-Parlement russe en octobre 1917. » (*Poslédni Novosti*, n° 1.027.)

L'état-major des grands propriétaires fonciers est rassemblé à Belgrade. Il y continue le *Novoe Vremia* de Pétrograd. Nous y lisons :

« Il est parfaitement clair que si l'on se décidait en Europe à renverser le pouvoir soviétiste et à rétablir l'ordre, cette tâche serait accomplie prin-

cipalement par les forces de l'émigration. L'Europe devrait fournir des ressources, une aide technique, peut-être même la garde de l'arrière ; mais les opérations armées seraient effectuées par les forces russes qui suivraient le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch et le général Wrangel. »

Plus loin :

« Admettons l'hypothèse la plus invraisemblable. Les cadres de l'armée du général Wrangel se sont dispersés et l'intervention est opérée uniquement par les étrangers. Même dans ce cas, les sympathies de tout patriote russe, indépendamment de son orientation et de ses opinions politiques, doivent être du côté des étrangers. Il est évident que si l'Europe se décide à une intervention armée, ce ne sera pas pour nos beaux yeux, par sympathie pour nous, mais parce que ses intérêts le réclament. » (*Novoe Vremia*, 30 août 1923.)

L'affaire est claire : mise en face de la révolution allemande, l'Europe aura besoin de nouveau d'une intervention armée contre la S. S. S. R. (1). L'étoile de Nicolas Nicolaïevitch et du général Wrangel remontera à son zénith. Si la bourgeoisie européenne parvient à écraser la révolution prolétarienne allemande et à frapper la Russie soviétiste, l'« armée » de Nicolas Nicolaïevitch et de Wrangel sera de nouveau appelée à jouer son rôle contre les ouvriers et les paysans russes. Pour préparer « l'opinion publique » à ce moment tant attendu, le même *Novoe Vremia* (numéro 695) publie un manifeste « aux ouvriers et aux prolétaires du monde », soi-disant signé par « les ouvriers des usines de Pétrograd. On y lit :

« Malheur à nous ! Nous étions dans la joie lorsqu'apparut la note du gouvernement anglais, et nous croyions que Lord Curzon serait notre libérateur. Mais nos espérances ont été déçues. Maintenant, nous comptons sur nos alliés français, et en particulier sur Monsieur Poincaré. Le peuple français nous aidera à secouer le joug de nos sanglants oppresseurs. Nous espérons en la France, la Belgique et la Pologne. »

La falsification est grossière. Il faut vraiment ne pas être difficile pour la publier. Mais pourquoi cette falsification en ce moment ? Pourquoi a-t-on besoin soudain de tels documents ? La chose est claire : une nouvelle intervention contre la S. S. S. R. se prépare. Il faut donner l'impression que les ouvriers des usines de Pétrograd fondent leurs espoirs sur Curzon, Poincaré et la Pologne bourgeoise. Chaque chose a son temps. Le général Krasnov s'agitte.

(1) Ce sont les initiales de l'Union des Républiques soviétiques.

« Je crois entendre dans vos rangs et dans ceux d'un grand nombre de cosaques cette question : Quand ? Je réponds haruiment : Bientôt.

Les idées nationales, funestes au communisme, se relèvent peu à peu dans le monde. Elles ont apparu en Italie, ont pénétré en Bulgarie, se renforcent en Bavière et envahissent progressivement la France.

« On peut attendre le moment où le drapeau rouge sera arraché et remplacé par le drapeau national, où l'armée rouge sera remplacée par l'armée russe dirigée par le grand-duc. Ce jour n'est pas loin. (*Le Koubanais*, cité par le *Novoe Vremia*, 5 octobre 1923.)

Pour ne laisser aucun doute, le *Novoe Vremia* explique :

« Oui, seuls des hommes forts peuvent faire la politique qui convient à leur peuple et mener leur pays à la prospérité, et non un Parlement. Ces hommes forts ne sont que trois en Europe : Poincaré, Pachitch et Mussolini, et autour d'eux s'organiseront la vie politique et économique de l'Europe.

« Comme le monde de la légende, l'Europe est soutenue par trois colosses, et s'il y en avait un quatrième, il détruirait son équilibre. Mais, pour l'équilibre de l'univers, il en faut un quatrième, sur la frontière de l'Asie et de l'Europe. Ce colosse nécessaire, c'est la Russie nationale. » (*Novoe Vremia*, n° 726.)

Toute la garde blanche est en émoi. M. Milioukov continue à désapprouver partiellement l'idée d'une nouvelle intervention. Mais sa « résistance » devient de jour en jour plus faible. Il est « obligé » de céder à ses adversaires. Si la bourgeoisie internationale cassait les reins à la révolution prolétarienne allemande et lançait la Pologne bourgeoise contre la S. S. S. R., il ne faudrait pas longtemps pour décider Milioukov à donner son « consentement » à une nouvelle intervention.

Les paysans, les ouvriers et les soldats russes doivent savoir que notre sort est lié à celui du prolétariat allemand, et cela non seulement parce que, communistes, nous sympathisons à la lutte des travailleurs des autres pays, mais parce que, classe dirigeant l'Etat russe, nous avons un intérêt capital à la victoire du prolétariat allemand. Morceler l'Allemagne en Etats « indépendants » et mettre à la tête de chacun de ces Etats des instruments dociles, exterminer l'avant-garde prolétarienne, puis lancer l'Allemagne blanche contre la S. S. S. R. : tel est le plan de la bourgeoisie européenne dirigée par Poincaré. Tel est le plan dont la réalisation est escomptée par la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers réfugiés à l'étranger, où ils éditent le *Novoe Vremia*, les *Poslednie Novosti*, le *Roul* et autres feuilles de même acabit. La bourgeoisie occidentale et la contre-révolution russe espèrent fermement que la Pologne, la Finlande, l'Esthonie, la Lettonie et la Roumanie blanches feront contre la révolution russe tout ce qu'on leur ordonnera. Avec ces Etats, ils espèrent, après l'écrasement du prolétariat allemand, lancer contre les ouvriers et les paysans russes l'Allemagne blanche et les officiers russes fixés à l'étranger et dirigés par le général Wrangel et le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. Et, alors, la partie sera gagnée...

La victoire de la bourgeoisie occidentale sur la

révolution prolétarienne allemande entrainera la lutte de la contre-révolution russe contre les ouvriers et les paysans russes. Si Nicolas Nicolaïevitch et Wrangel, soutenus par une intervention internationale, réussissaient à pénétrer dans notre pays, ce serait le rétablissement du pouvoir des grands propriétaires fonciers, l'enlèvement de la terre aux paysans et sa restitution à ses « légitimes » possesseurs, l'obligation, pour plusieurs générations de paysans et d'ouvriers russes, de payer les dettes tsaristes, la création par les officiers d'une nouvelle armée paysanne blanche destinée à combattre les ouvriers de toute l'Europe. Expliquer cette manœuvre grossière aux millions d'ouvriers et de paysans de notre Union des Républiques soviétistes, telle est la tâche essentielle du moment.

Que peut donner la victoire de la révolution prolétarienne allemande aux ouvriers et aux paysans russes ?

L'idée de l'alliance de l'Allemagne et de la S. S. S. R. est déjà très populaire en Allemagne et compte beaucoup de partisans. Dès ses premiers jours, l'Allemagne prolétarienne conclurait une étroite alliance avec la S. S. S. R. Cette alliance aurait des avantages incalculables pour les masses laborieuses d'Allemagne et de Russie. La S. S. S. R., pays agricole par excellence, et l'Allemagne, avec son industrie, se complètent on ne peut mieux. Leur alliance représenterait une puissante force économique. Elle aurait à sa disposition toutes les ressources nécessaires à la prospérité de l'un et de l'autre : matières brutes et technique industrielle. L'agriculture de la S.S.S.R. y gagnerait, car elle recevrait à des conditions avantageuses les instruments et les engrais nécessaires. La grande industrie de l'Allemagne soviétiste n'y gagnerait pas moins, car elle serait assurée de marchés et de débouchés.

L'alliance avec la révolution prolétarienne allemande victorieuse peut supprimer les dangers de notre nouvelle politique économique. Elle créerait une nouvelle phase de la NEP, accélérerait et consoliderait le développement de notre industrie étatique et couperait court à la tendance dominante de la nouvelle bourgeoisie dans notre économie.

Cette alliance contribuerait grandement à relever le niveau culturel de la population des deux pays. Elle aurait des conséquences on ne peut plus favorables dans tous les domaines de la vie sociale des deux pays et du monde entier.

Voilà pourquoi le sort de la révolution allemande doit intéresser profondément les ouvriers et les paysans de toute l'Union des Républiques socialistes soviétistes.

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le sixième anniversaire de la Révolution d'Octobre

Un des plaisirs les plus vifs de l'historien est d'étudier la magnifique épopée de la naissance, du développement et de la transformation de l'ancienne Rome. Tel le ruisseau qui peu à peu se transforme en rivière, puis en fleuve imposant, l'humble village du Latium devient la petite république romaine, puis, après des siècles d'expansion incessante, le monde même.

Après six années, on distingue plusieurs périodes dans le développement de plus en plus complexe de cette formation entièrement nouvelle qu'est la République des Soviets. En ce court espace de temps, un chemin immense a été parcouru. Les espoirs les plus optimistes sont dépassés par la grandiose réalité du destin de la République ouvrière et paysanne créée par la Révolution d'Octobre.

On ne saurait néanmoins faire commencer l'histoire de l'Etat soviétiste à la Révolution d'Octobre. L'Etat soviétiste a surgi spontanément, du sein même de la classe ouvrière, en 1905. Les soviets d'alors étaient en quelque sorte la première ébauche de l'Etat soviétiste, le premier essai de la masse des ouvriers et des soldats. La tradition soviétiste n'était pas morte dans la classe ouvrière, et c'est pourquoi le mouvement soviétiste a ressuscité avec une telle facilité et une telle force au moment de la chute du tsarisme. L'activité, la conscience, l'organisation exemplaires de la classe ouvrière dans les années d'avant-guerre était la manifestation de la croissance de cette force qui a rendu invincible le deuxième mouvement soviétiste. La lutte du prolétariat contre le mouvement industriel-militariste se déroulait sous des formes organiques puissantes attestant qu'il existait déjà une nouvelle force historique prête à prendre le pouvoir et à l'organiser sous la forme soviétiste.

Dès qu'il est au pouvoir, l'Etat soviétiste entre dans l'arène de la politique internationale. L'histoire de ses rapports internationaux est instructive au plus haut point. Durant les six années d'existence de la diplomatie rouge, les événements se pressent, se succèdent avec une extraordinaire rapidité; en des espaces de temps relativement très courts, la situation à maintes reprises se modifie du tout au tout.

Le gouvernement soviétiste intervient dès ses débuts comme le champion de la paix universelle. Mais la politique active, positive et pratique en faveur de la paix qu'il mène, maintenant qu'il est unanimement reconnu comme un facteur international de premier ordre, lui était impossible aux premiers jours de son existence. A cette époque pénible, dramatique, il ne pouvait que lancer des appels pour la conclusion de la paix entre tous les peuples. Ce qu'il lui fallait avant tout, c'était une trêve. La première année de son existence a été surtout une lutte pour cette trêve, lutte coupée au second semestre

par une pression formidable exercée contre lui par tous ses ennemis extérieurs et intérieurs. Prolonger le plus possible la trêve qui lui était accordée; tel était le principal désir du gouvernement soviétiste dans cette première période.

La trêve fut possible par la guerre qui déchirait le monde capitaliste. « Ils sont divisés », me disait Lénine en parlant des gouvernements capitalistes. C'est pourquoi l'impérialisme allemand ne franchit pas la ligne de démarcation. Occuper toute la Russie, s'aventurer dans les espaces illimités de ce vaste pays et faire face à une guerre de partisans menée par le peuple tout entier exige le retrait de forces considérables du front occidental. C'est pourquoi le gouvernement allemand renonça si facilement à introduire un détachement armé à Moscou après le meurtre de Mirbach, lorsque le gouvernement soviétiste, porte-parole de la volonté unanime du prolétariat, résolut de ne pas céder. Dans cette période, la tâche principale de la diplomatie soviétiste consistait à convaincre non seulement par des paroles, mais par des faits, par une politique réelle, l'Allemagne ainsi que l'Entente, qu'il leur était plus avantageux de nous laisser la paix et de retirer de nous des avantages déterminés que de perdre leur temps et leurs forces à l'intervention et à l'occupation. Et ainsi, nous réussîmes à prolonger quelque peu la trêve dont nous avons besoin.

L'intervention japonaise en Extrême-Orient se borna au début à l'occupation de Vladivostok. L'insurrection des Tchéco-Slovaques marqua un revirement dans la politique de l'Entente. A quoi bon pour l'Entente ajourner l'intervention quand elle avait une arme toute prête ! Mais cette intervention fut au début extrêmement prudente et des plus restreintes. Dans leurs entretiens avec quelques uns de nos agents, les diplomates étrangers siégeant à Vologda distinguaient entre la petite intervention entreprise alors et la grande intervention en préparation. A ce moment, l'Entente était guidée surtout par des considérations militaires; il lui fallait reconstituer le front oriental contre l'Allemagne. Elle eût été heureuse de voir cette dernière occuper toute la Russie, car ce qu'il lui fallait avant tout, c'était le retrait d'une partie des troupes allemandes du front occidental. La grande intervention que l'on préparait alors était motivée elle-même par le fait que les troupes de l'Entente devaient, fût-ce contre le gré de la Russie, attaquer l'Allemagne à l'Est.

J'eus personnellement une entrevue prolongée avec le chef de la mission militaire française, le général Lavergne, au fort même de l'offensive de l'armée allemande contre le front français. L'Allemagne jouait alors son dernier atout. Le général Lavergne était bouleversé et ne me dissimula pas son angoisse. La France était dans un danger mortel. Selon lui, il ne fallait pas songer à l'avenir lointain, car c'était le sort

de la guerre tout entière qui était en jeu. Il fallait immédiatement, sans perdre un instant, attirer une partie des troupes allemandes sur les autres fronts.

Le général Lavergne comprenait les événements d'une façon purement militaire; le représentant anglais Lockhart, au contraire, était beaucoup plus perspicace et attribuait une importance considérable aux facteurs politiques. A maintes reprises, il me déclara que la Révolution d'Octobre avait fait beaucoup plus pour les Alliés en désorganisant la monarchie et l'impérialisme allemands que n'aurait pu le faire Nicolas II en continuant la guerre. Néanmoins, c'étaient les considérations purement militaires qui dominaient dans l'Entente et qui déterminèrent au début les procédés de son intervention, intervention qui se manifesta également sous forme de complots et d'insurrections à l'intérieur du pays. Les S. R., les partisans de Savinkov et les organisations clandestines de toute sorte venaient eux-mêmes offrir leurs services aux agents de l'Entente. La contre-révolution était créée et soutenue par l'impérialisme allemand en Ukraine, par l'Entente à Moscou.

Le mouvement contre-révolutionnaire de l'intérieur fut un obstacle considérable au prolongement de la trêve. Néanmoins, le revirement de la politique de l'Angleterre fut une surprise pour beaucoup d'hommes d'Etat anglais eux-mêmes. Lorsque arriva la nouvelle de l'invasion de la région de Mourmane par les troupes britanniques, le représentant du ministère du commerce anglais, Sir William Clarke, se trouvait dans mon cabinet, à Moscou, et s'entretenait avec moi du développement des relations commerciales et de l'octroi des concessions. Epouvanté, il s'enfuit à la hâte. Au moment de son départ, le représentant commercial suédois, qui était en pourparlers avec le Commissariat du Commerce Extérieur, me déclara : « Quand le gouvernement anglais décide quelque chose, il va jusqu'au bout. Il a décidé de marcher contre la Russie soviétiste : donc, dans deux mois, ses troupes seront à Moscou. »

Le premier anniversaire de la Révolution d'Octobre eut lieu bientôt après le changement radical de la situation mondiale. La défaite de l'Allemagne mit fin à la division du monde capitaliste en deux camps. Lénine me disait alors : « Le capital mondial lui-même maintenant marche contre nous ». L'intervention devint beaucoup plus sérieuse: de puissantes armées blanches, bien équipées, furent constituées. C'est à ce moment que Clemenceau prononça ses paroles historiques sur l'encerclement économique de la Russie qu'il fallait entourer d'un cordon sanitaire et aux ennemis de laquelle il fallait fournir des ressources techniques de toute sorte.

L'intervention devient alors une guerre ouverte de l'Entente contre la République des Soviets. C'est ce que déclare à maintes reprises la presse libérale anglaise elle-même. Nous, Anglais, nous faisons en somme la guerre à la Russie, nous ne devons pas nous le dissimuler, disait le *Manchester Guardian*. En même temps, le caractère même de l'intervention et ses buts changent radicalement. La France et l'Angleterre partagent l'ex-empire russe en sphères d'influence : l'Angleterre reçoit le nord et les provinces baltiques, la France le sud. A Londres on forme une banque dans le but d'exploiter la

Russie après le triomphe de l'intervention. On se propose alors ouvertement de faire de la Russie une colonie. C'est là la conclusion logique de la guerre impérialiste.

C'est alors que se posa dans toute son ampleur le problème fondamental d'après-guerre : l'oligarchie victorieuse des Etats de l'Entente devait arriver à transformer le monde entier en sa colonie. La politique coloniale et la concentration du pouvoir et de la puissance du capital devaient être portées à leur apogée. Mais déjà le monde capitaliste commençait à trembler sur ses bases. Il avait en face de lui la République Soviétiste qui représentait un pôle d'attraction contraire. L'impérialisme occidental était mis en échec en Orient où naissait le mouvement émancipateur national. Au moment où les gardes-blancs d'Orenbourg coupaient le Turkestan de la Russie Soviétiste, l'Afghanistan nous envoyait une mission extraordinaire et dès que la communication avec Tachkent était rétablie, l'ambassadeur afghan arrivait à Moscou. Durant l'année qui s'écoula entre le premier et le second anniversaire de la Révolution d'Octobre une partie d'une importance mondiale se joua : le monde allait-il ou non devenir une vaste colonie de l'oligarchie capitaliste de l'Entente ?

Le deuxième anniversaire de la Révolution d'Octobre coïncide avec le début d'une nouvelle période dans notre histoire et dans la situation mondiale. C'était alors le commencement des pourparlers de paix avec les Etats Baltes. C'était également le moment où Litvinov se rendait à Copenhague pour y négocier avec l'Angleterre « l'échange des prisonniers de guerre ». Ces négociations eurent bientôt des résultats extrêmement importants pour la politique générale. Le plus intelligent des gouvernements des Etats limitrophes de la Russie, le gouvernement esthonien, engagea le premier les négociations de paix, mais ces négociations n'étaient pas encore terminées que le Conseil des ambassadeurs décidait de lever le blocus et d'entrer en relations commerciales avec le peuple russe, au début avec les coopératives. Le premier parmi les gouvernements de l'Entente, le gouvernement italien se déclara prêt à renouer les relations avec la Russie, mais conjointement avec ses alliés.

L'espace de temps qui s'écoula entre le deuxième et le troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre fut l'époque de notre « offensive pacifique » et de la conclusion des traités de paix avec les Etats Baltes et la Finlande. La politique de paix du gouvernement soviétiste revêt alors un caractère actif. Durant la période précédente, elle s'était manifestée par des propositions de paix aux gouvernements de l'Entente, propositions restées sans réponse. Durant cette nouvelle période, ce fut une politique pratique de traités de paix dont la conclusion fit une impression profonde sur le monde entier. Les points de vue de la France et de l'Angleterre dans la « question russe » divergèrent alors radicalement. Lloyd George proclama et tenta de réaliser sa formule : « Apprivoiser les bolcheviks par le commerce ».

La politique anglaise était alors fortement influencée par le pacifisme bourgeois. Conformément à ses besoins économiques, l'Angleterre, puissance essentiellement maritime, s'efforçait d'apaiser et d'affaiblir les conflits sans perdre toutefois l'occasion d'affaiblir les pays qui pouvait présenter un danger

pour elle. La France réalisait alors sa politique de domination militaire du continent en soutenant les mouvements cléricaux et monarchiques, ainsi que la création de grandes unions territoriales, comme celle des États danubiens sous le protectorat français. La guerre entreprise par la Pologne fut la dernière grande agression militaire de la France contre la République des Soviets. Wrangel fut le dernier atout de la contre-révolution française. L'Europe Centrale commençait déjà alors à échapper à la domination de la politique française ; la petite Entente, à ses débuts, avait pour but de maintenir et de renforcer l'indépendance des petits États et le gouvernement tchéco-slovaque, sous le ministère Tusar, déclarait vouloir observer la neutralité entre la Russie des Soviets et ses ennemis d'Occident.

Le troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre coïncide à peu près avec la liquidation de la guerre polonaise et de l'armée de Wrangel. La République des Soviets jouit alors d'une paix relative. L'année suivante est celle des traités commerciaux avec les grandes puissances et des traités de paix en Orient. Le traité de commerce avec l'Angleterre, le traité avec la Turquie et le traité de Riga avec la Pologne sont conclus presque le même jour. Cette époque est en quelque sorte la lune de miel de nos relations économiques avec l'Occident. C'est aussi la première période de nos relations avec les peuples d'Orient. Nos rapports avec ces derniers ne rencontrent alors aucun obstacle. Le pacifisme bourgeois domine en ce moment, particulièrement en Angleterre. Avec ce pays, ainsi qu'avec l'Allemagne, commencent alors à se nouer des relations commerciales. Les éléments les plus entreprenants du monde capitaliste espèrent fermement soumettre pacifiquement la République des Soviets et y prendre pied progressivement. Le sens véritable de la nouvelle politique économique échappe encore à la bourgeoisie occidentale.

Le développement de nos relations économiques avec l'Occident et la consolidation de notre situation internationale furent soudain interrompus par la nouvelle de la famine effroyable qui allait s'abattre sur la Russie. Du coup, l'attitude de l'Europe à notre égard changea, et nos innombrables ennemis se prirent à espérer la chute prochaine de la République des Soviets. Mais cette attitude dura peu. La pénétration des émissaires des groupes dirigeants des différents États dans la République des Soviets, sous prétexte de venir en aide aux affamés, fut bientôt comprise par ces groupes comme un moyen de prendre pied en Russie et, on l'avouait ouvertement, de s'y retrancher pour l'action économique future. Par suite, l'intérêt économique pour la République des Soviets augmenta encore. C'était alors le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre, que devait suivre immédiatement la conférence de Cannes.

L'année suivante fut celle de l'apogée de la politique du pacifisme bourgeois qui cherchait à se réconcilier avec la République soviétiste, à condition que cette dernière laissât le champ libre au capital mondial. L'insuccès de ces tentatives amena un nouveau revirement dans l'attitude des États capitalistes envers la Russie, et ce fut alors la période de la « déception économique ». La résolution de Cannes proclama le principe de l'égalité des deux systèmes

économiques dans leurs rapports mutuels. Le gouvernement soviétiste accepta volontiers ce principe et le mit à la base de sa politique internationale et de ses relations économiques avec le capital étranger. Mais le monde capitaliste n'avait nullement l'intention de l'appliquer. L'entente fut impossible, car le système capitaliste prétendait à la domination universelle. C'est ce qui détermina les faits importants qui eurent lieu cette année-là.

Ces faits furent : Gênes, La Haye et le rejet de la concession Urquhardt sous sa forme première.

Les rapports politiques et économiques internationaux des républiques soviétistes se compliquent alors à l'extrême. Le traité de Rapallo soude définitivement la Russie des Soviets à l'Allemagne opprimée par les gouvernements impérialistes victorieux. Les rapports amicaux institués par ce traité entre les deux pays signataires correspondent parfaitement aux aspirations du gouvernement soviétiste qui n'a cessé de militer en faveur de la paix et s'est constamment efforcé d'établir des rapports amicaux avec tous les pays. Aussi le voyage de Herriot à Moscou n'est-il nullement en contradiction avec l'amitié étroite qui unit la Russie et l'Allemagne.

En Orient, la situation politique devient beaucoup plus compliquée. Au mouvement libérateur national du début succède une période de pénétration pacifique de l'impérialisme occidental qui s'efforce de se gagner la confiance des milieux indigènes dirigeants, afin de continuer avec leur appui à opprimer et à exploiter la masse du peuple, qui néanmoins ne renonce pas à la lutte pour son indépendance complète.

Cependant que les milieux capitalistes, profondément déçus, désespéraient d'arriver à transformer pacifiquement les républiques soviétistes en leurs colonies, ces dernières se consolidaient, se renforçaient, et, partant, accroissaient considérablement leur influence politique. Le cinquième anniversaire de la Révolution d'Octobre coïncide avec la proclamation d'une politique active, c'est-à-dire de l'intervention de notre pays dans toutes les questions internationales pouvant affecter les républiques soviétistes. Nos rapports avec les grandes puissances, qui étaient jusqu'alors exclusivement économiques, se transforment en rapports politiques et s'étendent à toutes les questions internationales liées aux intérêts des républiques soviétistes. La proclamation de cette politique active a lieu à l'occasion de la question des détroits.

Alors que le gouvernement turc, sous la pression de l'Angleterre, avait déjà acquis à l'ouverture des détroits, le gouvernement soviétiste intervint de nouveau en faveur de la paix universelle, du désarmement général, en même temps que de l'indépendance complète des peuples d'Orient. Le fait qu'il consentit ensuite à signer la convention des détroits ne change nullement son point de vue sur cette question, point de vue qu'il exposa et souligna encore une fois dans la déclaration où il notifiait son consentement. Ses rapports internationaux durant cette dernière période sont caractérisés par une politique éminemment active. La création de l'Union des Républiques Soviétistes a pour résultat d'augmenter considérablement la puissance extérieure de ces dernières.

L'ouverture de l'Exposition agricole de Moscou

coïncida avec la disparition de la « déception économique des Etats d'Occident. Le développement économique des républiques soviétistes était un fait unanimement reconnu. Le monde capitaliste commençait à s'adapter à la situation ; il adoptait la plate-forme de la résolution de Cannes relative à l'égalité des deux systèmes économiques. A cette exposition, tous les groupes capitalistes furent nos hôtes. Les sénateurs américains qui parcouraient alors notre pays, le groupe de Baldwin et Marshall, le sénateur français de Monzie et toute une série de personnalités en vue prouvèrent par leur présence à Moscou que l'Univers s'intéressait de plus en plus aux républiques soviétistes et contribuèrent par leurs observations personnelles sur la restauration de la Russie ouvrière et paysanne à accroître cet intérêt dans tous les pays.

Mais ce moment où nous offrons au monde les résultats de notre politique pacifique et de notre res-

tauration économique a été troublé par les premiers grondements d'un nouvel orage. Considérant avec une légitime fierté à l'Exposition agricole les progrès réalisés, chaque citoyen russe a dû se rendre compte qu'il aurait peut-être bientôt à défendre contre un nouveau danger extérieur ces conquêtes du régime soviétiste. Au sixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, les rapports internationaux sont plus tendus que jamais. Les événements qui se déroulent en Allemagne peuvent en provoquer d'autres encore plus graves. Aussi, devons-nous être prêts à tout.

Considérant le chemin parcouru pendant ces six années, le citoyen russe a le droit d'être fier de sa « patrie socialiste ». Prêt à tous les sacrifices pour la défense du régime ouvrier et paysan, il peut regarder avec confiance l'avenir en cette nouvelle année de l'existence de l'Etat soviétiste.

G. TCHITCHERINE.

Le Congrès de Bourges

« La masse vous vomira », avait prédit un aimable « syndicaliste pur » aux militants de la majorité de la C.G.T.U. Après le Comité Confédéral National de triste mémoire — celui où la « dictature de la trique » fut si copieusement évoquée par Broutchoux et ses amis — c'était devenu une formule courante dans la bouche et sous la plume des « leaders » de la minorité. La majorité avait été serrée d'assez près dans les votes du C.C.N. et le Congrès fédéral du Bâtiment avait mis tout plein d'espoir dans le cœur des adversaires de Moscou. Comble de bonheur, ils avaient obtenu ce Congrès extraordinaire, où la représentation directe des syndiqués serait assurée et qui, selon leurs vœux, devait bousculer rudement et renvoyer à l'atelier Monmousseau et tous les militants de la tendance syndicaliste communiste.

Mais déjà deux Congrès d'importantes Fédérations se réunissaient et infligeaient un démenti cinglant à la prédiction minoritaire. A une grosse majorité, les syndicats des Métaux — à la tête desquels se trouvait quelques mois auparavant un bureau anarcho-syndicaliste — se prononçaient pour la motion Semard. A une plus grosse majorité encore, les cheminots, malgré l'habileté de Totti, la roublardise de Bert et l'assurance doctrinale, si l'on peut dire, de Besnard, approuvaient, confirmaient l'orientation du secrétaire général de leur Fédération.

Puis les syndicats, un par un, se prononcèrent. Des personnalités de marque de la minorité furent successivement désavouées par leurs mandants. Bon nombre d'Unions départementales et de Fédérations rejoignirent la majorité. Tant et si bien qu'un mois avant Bourges, Frossard ne doutait pas de la défaite de la minorité.

Celle-ci avait combattu en ordre dispersé, et ce fut une des causes déterminantes de sa défaite. Nous l'avons bien vu à Bourges, cette minorité était formée d'éléments d'une telle diversité qu'il lui fut impossible de mener la bataille anti-majoritaire sur une ligne commune. Les uns se présentaient avec la motion Marie Guillot-Lartigue, défendaient l'I.S.R., combattaient les commissions syndicales en se défendant de combat-

tre le Parti communiste. Les autres prêchaient le retrait de l'I.S.R., condamnaient sans rémission et les commissions syndicales communistes et tous les partis politiques, celui de Frossard comme le nôtre, avec la motion du Bâtiment. Tandis que partout, les militants de la majorité, quelles que fussent leurs divergences doctrinales, défendaient la même idée, la même motion. Cette unité fut notre force.

Il était impossible aux militants de la minorité d'avoir le même visage partout. Le courant communément appelé courant du Bâtiment représente bien ce qui reste, dans une partie du prolétariat révolutionnaire français, de préventions à l'égard d'un parti politique, quel que soit ce parti, et de traditions du syndicalisme français, et bien français. Mais allez donc défendre le syndicalisme pur, autonome, indépendant, avec un drapeau comme Costel, secrétaire du syndicat des communaux de la Seine, syndicat intimement lié à la politique des municipalités socialistes de la banlieue ! On distingue là un autre courant de la minorité, courant d'origine réformiste, social-démocrate, dressé contre les communistes parce qu'ils introduisent dans les syndicats les questions brûlantes de la tactique révolutionnaire. Dans ce courant, se sont égarés quelques syndicalistes révolutionnaires, tels Marie Guillot, Cazals, encore attachés par le fond d'eux-mêmes à la révolution russe et contre lesquels l'accusation de réformisme, de social-démocratie ne peut pas être portée. Une autre fraction du courant des G.S.R., personnifiée par Broutchoux et Massot, est destinée, par son tempérament, son idéologie, à rejoindre tôt ou tard le courant du Bâtiment, qui lui, fait bien l'affaire de la fraction anarchiste du *Libertaire*.

Non seulement cette composition bizarre de la minorité devait augmenter considérablement les forces de la majorité, mais elle nous faisait bien rire des affirmations émises avant Bourges, à savoir que le Congrès Extraordinaire de la C.G.T.U. serait un « nouveau Congrès d'Amiens ».

Il fut rappelé maintes et maintes fois par nos camarades de la majorité que le Congrès d'Amiens — tenu en 1906, ne l'oublions pas — avait accompli une œuvre de salubrité révolutionnaire en pré-

servant le syndicalisme du vieux parti socialiste électoraliste. Pour cette œuvre de salubrité, toutes les fractions du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre s'étaient facilement mises d'accord. Il en serait de même aujourd'hui si la situation n'avait pas changé.

La situation a changé au point de vue des conditions de la lutte, de la tactique. Elle a changé aussi par le fait de la constitution de la première force internationale révolutionnaire réelle, de la constitution de l'Internationale communiste, issue de la grande révolution bolchevique. La constitution de l'Internationale communiste restera dans l'histoire comme le point de départ d'une transformation profonde du mouvement ouvrier dans tous les pays. Dans tous les pays, de l'opposition au socialisme de guerre, sont nés les Partis communistes qui tous, plus ou moins, se sont constitués à l'image de l'Internationale. En France, on ne peut pas dire que le Parti communiste soit devenu une section digne de l'Internationale. L'assimilation de ses éléments de provenance diverse n'est pas encore faite. Un vieux fond électoral subsiste. D'un autre côté, on se contente de reprendre les formules de l'Internationale sans en propager l'esprit, le vigoureux esprit de lutte de classe, ouvrier, révolutionnaire. Une fraction venue du syndicalisme n'a pas encore émergé. Mais de sérieux pas dans la voie de l'Internationale ont été faits, surtout depuis le départ de Frossard. Ils nous permettent de dire que le syndicalisme ne se trouve plus, comme à Amiens, en face d'un parti électoraliste, mais en face d'un parti d'ouvriers révolutionnaires, parti appelé à se purifier encore, surtout à se donner une composition une et solide, sous l'impulsion énergique de l'Internationale communiste.

On comprend que la fraction d'essence réformiste et social-démocrate de la minorité se dresse contre un tel parti qui choque et choquera tant ses traditions. « C'est le rôle du parti de choquer les traditions, les vieux sentiments », disait un jour un militant qualifié de l'Internationale. Mais, de grâce, que cette fraction ne nous parle pas d'un nouveau Congrès d'Amiens !

On comprend aussi les préventions qui sont le fond de la fraction du Bâtiment. Une partie des ouvriers français, qui ont si souvent été roulés, a le droit de se méfier encore. Mais elle n'a pas celui de parler d'un nouveau Congrès d'Amiens. Lorsqu'on se trouve en face d'un parti en voie de transformation révolutionnaire, on ne doit pas le combattre. On peut, si l'on veut, le regarder faire. On devrait l'aider.

Le Congrès de Bourges ne fut pas un « nouveau Congrès d'Amiens ». Il nous donne le triste spectacle d'une minorité aussi incohérente dans sa formation que dans les points de vue qu'elle défendit. Le débat sur l'orientation ne nous apprit rien que nous ne sachions déjà. La grande machine construite par Besnard sur la base de la résolution Dogadov, pour prouver la subordination de l'I.S.R. à l'I.C., s'écroula piteusement. Que restait-il après ça ? Des textes de Trotsky, de Losovsky, de Boukharine, de Treint ? Mais, Trotsky, Losovsky, Boukharine et Treint ont le droit de ne pas penser comme la minorité syndicale française et comme telle ou telle fraction de la majorité. Est-ce le procès de l'Internationale communiste qui devait se dérouler à Bourges ? Est-ce celui des sections de l'I.S.R. qui ne pensent pas comme la section française ? La minorité ne nous l'a pas dit. Seule, la fraction anarchiste et anarchisante,

ennemie irréductible de Moscou, savait où elle voulait en venir. Mais elle a essayé de se couvrir du drapeau de l'unité internationale, et n'a pas fait preuve de clarté, elle non plus.

L'ensemble des débats ne fut pas très relevé. Monmousseau apporta cependant une affirmation théorique qui place le problème sur son véritable terrain. Il ne peut pas être question, a-t-il dit, d'une rupture morale entre l'I. C. et l'I. S. R., parce que l'I. C. et l'I. S. R. sont les deux piliers de la révolution russe. Là est le nœud de la question à laquelle les camarades des G.S.R. et une partie de ceux du courant Bâtiment ne répondent pas. Quand ils ont parlé de « nouveau Congrès d'Amiens », voulaient-ils parler de cette rupture morale ? Presque tous se défendent de toucher à la révolution russe. Alors ?

La route qui doit nous mener à la révolution est bien clairement tracée. Moscou l'a ouverte, pendant que nous étions plongés dans le cauchemar de la guerre. Nous y marchons aujourd'hui, tant bien que mal, avec lui. D'autres camarades ont pris une autre route, la route anarchiste, qui ne peut aboutir à rien, sur laquelle plane le brouillard le plus épais. Et d'autres sont perdus dans les broussailles, les uns parce qu'ils s'étaient trompés de route — ils rejoindront tôt ou tard la route anarchiste — les autres, parce que telle ou telle chose rencontrée a blessé leur sentiment, leur idéologie, leur a masqué le reste du chemin et ils doivent nous revenir un jour. Les applaudissements dont ils ont salué avec nous le délégué des Conseils d'Usines d'Allemagne en sont la preuve.

Le mouvement syndical français ne sort pas brisé du Congrès de Bourges. Sa majorité en sort renforcée, toute désireuse d'accélérer le travail quotidien. Si « la masse a vomi quelqu'un », ce n'est pas elle.

Maurice CHAMBELLAND.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Le Problème du Gouvernement ouvrier et paysan en France

La question agraire est une des plus complexes de notre programme et de notre tactique.

La composition hétéroclite des masses paysannes, les nombreuses couches intermédiaires entre gros propriétaires et ouvriers agricoles, la différence entre les lois économiques de l'agriculture et celles de l'industrie, le caractère tout spécial de la propriété privée du sol dans l'agriculture, — tous ces points sont autant de facteurs compliquant le problème. En outre, la situation de l'agriculture diffère dans chaque pays, chaque province, chaque localité même.

Varga dit quelque part qu'on ne peut construire pour tous les pays le même schéma quant à la position des Partis communistes vis-à-vis des paysans. Il faut absolument, conclut-il, que nos Partis attachent toute leur attention à la question agraire et qu'ils l'étudient à fond.

En effet, l'importance de ce problème pour la préparation et la marche de la révolution prolétarienne est aussi grande que sa complexité.

Il s'agit aux yeux que la victoire de la révolution prolétarienne dépend dans une large mesure du ravitaillement ininterrompu des centres industriels ; et ce maintien dépendra naturellement, dans une très grande mesure, des masses paysannes.

Il se pose encore une autre question. Les paysans se laisseront-ils encadrer dans les organisations fascistes ? Ceux de l'armée régulier obéiront-ils aux officiers les sommant de marcher contre les ouvriers en révolte ?

Pour prévenir ces dangers, dont nous ne connaissons guère encore l'étendue, il faut mettre tout en œuvre pour nous rapprocher des masses paysannes ; il faut arriver à créer des organismes de classe pour les ouvriers agricoles et les petits paysans, c'est-à-dire les pauvres de la campagne.

Pendant la période de la II^e Internationale, l'évolution économique de l'agriculture passa par deux étapes très marquées.

La première fut caractérisée par la concurrence américaine que subit l'agriculture européenne pendant le dernier quart du siècle passé. L'Amérique venait de construire un réseau étendu de chemins de fer (en 1860, on y comptait 33.547 milles anglais de voies ; en 1890, 212.724 milles), ce qui permettait à son agriculture d'exploiter des terres vierges immenses et de jeter sur le marché mondial une quantité formidable de produits agricoles, surtout de blé. L'agriculture européenne se trouva fortement ébranlée par cette concurrence et les petits cultivateurs firent faillite les premiers. Beaucoup durent abandonner leurs terres pour chercher une nouvelle existence, soit dans les villes, soit dans ce pays d'Amérique même où les conditions de production agricole étaient infiniment meilleures que dans la vieille Europe.

Une concentration de la propriété agricole — analogue à la concentration industrielle et commerciale — s'opérait en Europe occidentale. La concentration fut tellement le fait essentiel d'alors qu'Engels pouvait, en 1894, écrire (dans sa critique du programme agraire du Parti ouvrier fran-

çais) : « Dans l'agriculture, le développement de l'entreprise capitaliste a coupé le nerf vital de la petite culture qui se désagrège impitoyablement ». Engels va même plus loin : « Nous sommes convaincus que, fatalement, le grand et le moyen cultivateurs succomberont également sous la concurrence de l'entreprise agricole capitaliste et la production de blé à bon marché dans les pays d'outre-mer, comme le prouvent l'endettement et l'appauvrissement des fermes de cette catégorie de paysans. »

La position de la 2^e Internationale dans la question agraire jusqu'à la fin du XIX^e siècle fut caractérisée par cette conception de la disparition fatale de la petite paysannerie.

Engels dit que notre travail parmi les paysans ne peut consister qu'en ceci : leur faire comprendre que la petite propriété agricole est destinée à disparaître et que, seule, la victoire du socialisme créera les bases nécessaires à un relèvement de l'agriculture, en rendant possible la formation de grandes coopératives de production agricoles, organisées et outillées avec l'aide du prolétariat industriel.

À la fin du XIX^e siècle, l'évolution économique agricole prend une autre tournure. La concurrence américaine se ralentit. L'étendue de la surface cultivée en Amérique et la quantité de blé récolté restent stationnaires, tandis que le prix des produits agricoles commence à augmenter. L'industrie et le commerce de l'Amérique s'étaient développés dans des proportions gigantesques, la population s'était fortement accrue et consommait elle-même une part croissante des produits agricoles de l'Amérique.

Les paysans de l'Europe commencèrent à profiter du recul de la concurrence américaine et de l'augmentation des prix devenue constante.

Depuis, la concentration de la propriété agricole s'est arrêtée. On ne peut plus dire que la petite, la moyenne et même la grande paysannerie sont menacées d'une disparition fatale. La situation est devenue tout autre qu'au temps d'Engels. Aujourd'hui, la propriété du sol prend de plus en plus un caractère de monopole.

Nous aurons encore à parler de ce fait.

Étudions maintenant les diverses couches de la population paysanne en France.

Tout d'abord, constatons que la composition sociale de la France est beaucoup plus favorable à l'avènement du régime prolétarien qu'on ne le croit généralement.

La France n'est pas un pays essentiellement agricole comme on l'entend souvent affirmer. A l'Exécutif Élargi de juin 1922, on a prétendu que la France était « un pays où les quatre septièmes de la population sont paysans ».

La réalité est tout autre.

Il ne faut pas compter parmi les paysans tous les habitants figurant dans la rubrique « population rurale », qui compte, en effet, quatre septièmes de la population totale. « Population rurale » et « population paysanne » sont deux choses différentes. Dans la première sont classés tous les habitants des hameaux et des villages de moins

de 2.000 têtes. *La véritable population paysanne n'était, en 1911, que de 40,69 % de la population totale ; il y a 8.517.000 habitants actifs dans l'agriculture, sur un total de 20.931.000 habitants actifs.*

Ce sont les chiffres du recensement de 1911. Or, depuis, la proportion de la population paysanne a sensiblement diminué. Ceci pour diverses raisons.

Il y a d'abord ce facteur commun à tous les pays capitalistes : l'émigration de la campagne vers la ville, de l'agriculture vers l'industrie, vers le commerce, etc.

On comptait en France comme population paysanne : 48 % en 1856, 43 % en 1906 et 40,69 % en 1911, soit, pour la période de 1906 à 1911, une diminution de 0,462 % (c'est-à-dire 1/2 % environ) par an.

Supposons que la population paysanne ait diminué dans cette proportion durant les douze années de 1911 à 1923 — supposition plutôt antérieure à la réalité, comme nous le verrons tout à l'heure — ; nous trouvons alors une diminution totale de 5,54 %, soit une population paysanne de 35 % en 1923 !

Ce chiffre nous semble d'autant plus exact que la guerre de 1914-1918 a dépeuplé la campagne.

Dans les tranchées, il mourut plus de paysans que d'ouvriers, beaucoup d'ouvriers étant occupés à la fabrication de munitions, sur les chemins de fer, etc. ; de plus, la population des régions du Nord (paysans et autres) s'est presque toute réfugiée dans les villes. Enfin, sous la pression de la guerre, l'industrie s'est développée, attirant beaucoup de paysans dans les centres industriels.

Citons quelques chiffres.

L'*Annuaire Général de la France* pour 1922 publie des indications démontrant que « de nombreuses villes ont subi un accroissement de population parfois considérable pendant la guerre, résultant de l'extension des usines, de l'émigration de prolétaires ruraux ».

	1911	1918
Marseille est passée de	550.000	à 917.000.
Lyon	523.000	à 740.000.
Bordeaux	261.000	à 325.000.
Toulouse	149.000	à 210.000.
St-Etienne	148.000	à 212.000.
Orléans	72.000	à 110.000.
Bourges	49.000	à 110.000, etc.

Je n'ai pas sous la main les chiffres de Paris, mais il est certain qu'un mouvement analogue y a eu lieu.

Il est donc erroné de dire que la France est un pays agricole. Elle est en train de devenir un pays essentiellement industriel.

**

Voyons maintenant quels éléments composent cette population paysanne.

D'après le recensement de 1911, il y avait en France 5.219.464 cultivateurs propriétaires et 3.297.766 ouvriers agricoles.

Quelle est la proportion de la petite, de la moyenne et de la grande propriété ?

D'après l'enquête de 1900 du ministère des Finances, on comptait à cette date :

Catégories	Nombre des exploitations	Surface en hectares
Exploitations :		
de moins d'un hectare..	2.087.851	1.228.597
de 1 à 10 hectares.....	2.523.713	11.559.342
de 10 à 40 hectares.....	745.862	14.825.293
de 40 à 100 hectares....	108.453	6.229.444
de plus de 100 hectares..	29.547	16.270.556
Total	5.495.426	50.113.239

Nous avons donc 2.087.851 exploitations infimes d'une étendue moyenne de 0 hect. 58.

Ce petit lopin de terre est loin d'être suffisant pour occuper et nourrir toute une famille. Ces deux millions de soi-disant patrons sont en réalité des prolétaires, travaillant dans la ferme du grand propriétaire foncier, ou à l'usine, ou dans les mines, etc. Le peu de terre qu'ils possèdent est labouré le soir, le dimanche, ou par la femme et les enfants.

Pour démontrer combien il est faux de classer ces « paysans » dans la rubrique des « patrons », nous allons consulter la vieille enquête décennale de 1882 qui, dans ce cas, a gardé toute sa valeur. D'après cette enquête, 40 % de tous les cultivateurs propriétaires « cultivent leurs biens, mais travaillent en outre pour autrui, en qualité de journaliers (20 %), fermiers (16 %) ou métayers (4 %) ».

Passons aux exploitations de 1 à 10 hectares. Elles sont du nombre de 2.523.713, et leurs propriétaires disposent en moyenne de 4 hect. 50 de terre.

Cette catégorie de cultivateurs est caractérisée par deux faits : ils n'occupent généralement pas de salariés, ensuite ils achètent à peu près autant de denrées alimentaires pour leur ménage et leurs bestiaux qu'ils en apportent au marché pour la vente. Ils ne profitent donc pas de l'augmentation du prix des produits agricoles, car s'ils gagnent quelques francs en vendant leurs produits, ils perdent autant comme acheteurs. Ils ne sont donc pas intéressés à la politique agricole poursuivie par l'Etat bourgeois sous la forme du protectionnisme.

Nous avons donc à la campagne presque 5 millions et demi de prolétaires et semi-prolétaires (3.297.766 salariés et 2.087.851 propriétaires d'un demi-hectare de terre) n'ayant pas le moindre intérêt au maintien du régime bourgeois ; et nous avons en plus 2 millions et demi de paysans pauvres qui ne profitent pas de la politique protectionniste et ne sont pas attachés au régime actuel.

Il ne reste que les 883.862 moyens et grands propriétaires fonciers possédant des cultures d'une étendue supérieure à 10 hectares. Eux seuls sont fortement liés à la bourgeoisie des villes et au maintien de la propriété privée, qui leur donne le monopole des richesses sociales.

Nous devons donc constater que la France est loin d'être le pays où la masse des ruraux a des intérêts opposés à la révolution prolétarienne.

S'il y a dans l'Europe occidentale un pays où le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan a sa raison d'être, c'est bien la France.

Là, les communistes ont un terrain extrêmement favorable devant eux.

H. BOREL.

LÉNINE

Il est des noms qui en disent plus à leurs contemporains que de savants traités, qui sont plus expressifs qu'aucun programme, qui brillent comme des phares indiquant à l'humanité sa voie. Il est des chefs qui sont l'incarnation des passions, des exploits, des aspirations, des efforts et des rêves de l'élite de leurs contemporains. Voilà précisément ce qu'est Lénine pour le prolétariat marchant actuellement à la conquête du monde.

Lénine, ce n'est pas seulement le nom du chef aimé, c'est un programme, une tactique, un catéchisme et une philosophie.

Lénine, c'est la haine irréductible pour l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est le mépris de tous les préjugés et de leurs pontifes. Lénine, c'est la doctrine matérialiste repoussant tout surnaturel et divin ; Lénine, c'est le règne de la raison pure étrangère à tout mysticisme.

Lénine, c'est l'appel à la lutte acharnée contre le vieux monde, mais, c'est aussi la tactique de cette lutte. Renonciation à tout compromis, à toute demi-mesure, à toute conciliation, mais en même temps, reconnaissance de la nécessité de manœuvrer, de louvoyer et, parfois, de reculer, tout cela est exprimé dans le mot : Lénine.

Lénine, c'est l'amour de la science et de la technique, c'est le désir de remplacer le fauteur de l'homme par l'électricité, le radium, peut-être même l'énergie intramoléculaire. Lénine, c'est le symbole de l'électrification, de l'amélioration du sol, de l'emploi des machines perfectionnées. Lénine, que ne renferme toute foi, sauf la foi au triomphe du travail sur le capital, de la machine toute-puissante sur la nature rebelle. Lénine, que ne renferme pas ce mot pour le prolétariat ! Dans ce nom, tous les problèmes trouvent leur solution. Haine inextinguible pour le nationalisme étroit, le militarisme, les guerres sanglantes des classes dominantes : fraternité de tous les travailleurs du globe, quelle que soit la langue qu'ils parlent ou de quelque couleur que soit leur peau, tout cela se trouve dans ce seul nom.

S'il est vrai que la beauté réside dans les contrastes, Lénine est la beauté suprême de ce monde, car il est l'incarnation de contradictions apparentes, il est la dynamique et la dialectique du prolétariat.

Lénine, c'est la III^e Internationale Communiste, mais c'est aussi la nouvelle politique économique ; c'est l'assaut du 25 octobre et la paix de Brest ; c'est la longue action clan-

destine et l'émigration, la prison, la déportation et l'évasion, le travail journalier, infatigable au sein du Parti, mais c'est aussi la dictature d'une rigueur sans exemple, le pouvoir révolutionnaire ferme, le Kremlin rouge dictant sa volonté au monde capitaliste épouvanté.

Lénine, c'est la souffrance pour l'idée, le sacrifice de son sang pour le prolétariat ; la lutte dans les conditions matérielles les plus affreuses contre tout un monde d'ennemis armés jusqu'aux dents. Mais Lénine, c'est aussi la lutte contre les choses, contre le bureaucratisme, les interminables articles dans les journaux ouvriers et les longues résolutions des Congrès.

Lénine, c'est le symbole de la destruction complète et sans hésitation de toutes les valeurs pour obtenir la victoire ; mais c'est aussi le symbole de la restauration économique, de l'accroissement du travail et de l'économie des deniers du peuple.

Lénine, c'est la création d'un cercle étroit d'adeptes, marxistes révolutionnaires fidèles et conséquents, la création d'une fraction tenant tout entière dans une chambrette, c'est la « scission » et le « sectarisme » ; mais Lénine, c'est également l'union de millions de lutteurs sur toute la surface du globe, c'est l'unique Parti Communiste de l'univers.

Vive donc le camarade Lénine !

I. LITVINOV.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages
bourré de renseignements
sur le mouvement ouvrier mondial,
la Russie des Soviets
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

PROJET DE PREAMBULE pour le Programme du Parti

Ce préambule au projet de programme du Parti a été adopté dans son ensemble par la Commission du programme et le Comité Directeur, qui en ont décidé la publication. La discussion sur ce préambule est donc ouverte dans le Parti et par conséquent dans le Bulletin.

I

L'évolution économique, depuis trois quarts de siècle, n'a fait que confirmer les thèses fondamentales du *Manifeste communiste*.

Au lendemain de la guerre mondiale, qui a accentué jusqu'à l'exaspération de la guerre civile tous les antagonismes sociaux, nous pouvons affirmer avec plus de force encore que Marx et Engels ne l'ont fait à la veille de la révolution de 1848, que toute l'histoire des sociétés humaines n'est qu'une suite ininterrompue de luttes de classes et que, loin de diminuer avec l'introduction du mode de production capitaliste, ces luttes ont pris au contraire, du fait de l'antagonisme qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, un développement qui fait d'elles l'événement capital du XIX^e siècle.

Rien n'est à reprendre du saisissant tableau de la société capitaliste qu'ont brossé en 1847 les deux théoriciens du communisme scientifique. Que nous ont-ils montré ? Tout d'abord, ils nous ont montré l'ascension de la bourgeoisie au cours des siècles, vers les sommets de la richesse et le pouvoir. Ils nous l'ont montrée créant de toutes pièces, par le moyen de la division du travail, du machinisme et du salariat, un *mode de production* nouveau capable d'approvisionner un marché dont les limites s'élargissaient sans cesse ; ils nous l'ont montrée arrachant ensuite aux anciennes classes privilégiées le pouvoir politique, installant à peu près partout, par la force des guerres et des révolutions nationales, des régimes constitutionnels et démocratiques ; ils nous l'ont montrée, enfin, imprimant à la société tout entière le sceau de son idéologie de classe, de sa culture, de sa « civilisation ».

Ce n'est pas tout. Marx et Engels nous ont fait voir aussi le capitalisme à l'œuvre. Ils nous l'ont fait voir mettant en coupe réglée non plus une province, non plus même une nation, mais la planète tout entière, dont les deux continents semblent n'avoir plus désormais pour raison d'être que de fournir à la grande industrie d'Angleterre, de France ou d'Allemagne, matières premières et combustibles et que d'absorber en retour les marchandises que la grande industrie produit sans répit ; ils ont évoqué la multiplication des villes colossales, tentaculaires, dominant les campagnes dépeuplées, la concentration sur un petit nombre de points favorables d'énormes moyens de production mis en activité par des armées immenses de travailleurs ne ressemblant en rien aux travailleurs des âges antérieurs : esclave antique, serf du moyen âge, compagnon du XIX^e siècle. Ces travailleurs, qui ne sont ni des esclaves, ni des serfs, ni des compagnons, qui sont des hommes réputés libres, ayant accès comme les bourgeois eux-mêmes — en théorie sinon en fait — à tous les droits de l'homme et du citoyen, —

on peut dire qu'avec Marx et Engels, ils entrent dans l'histoire. Ces travailleurs modernes, ce sont les *prolétaires*, c'est le prolétariat.

Les conditions d'existence faites au prolétariat, telles qu'elles sont décrites dans le *Manifeste communiste*, ressemblent trait pour trait aux conditions qui lui sont faites de nos jours. Le tableau n'a pas changé. En dépit de toutes les législations du travail, de toutes les mesures de protection, d'assurance ou d'hygiène consenties par les gouvernements de la bourgeoisie, cette vérité demeure qu'en régime capitaliste, le prolétariat n'a de moyens d'existence qu'autant qu'il trouve du travail et qu'il ne trouve de travail que si son travail accroît le capital. La vérité demeure que cet homme réputé libre, ce citoyen, cet électeur, en est réduit à se vendre lui-même et que, sur le marché de la main-d'œuvre, il n'est qu'une marchandise comme les autres, subissant le contre-coup de toutes les vicissitudes de la concurrence, de toutes les oscillations de l'offre et de la demande de travail humain.

Le prix du travail humain, le *salaire* que touche l'ouvrier, ne dépasse que par intermittences ce qu'il faut à cet ouvrier pour vivre et pour se reproduire. Le « juste salaire », le salaire « normal », selon l'estimation capitaliste, c'est celui au-dessous duquel il serait impossible à un chef d'entreprise de descendre sans nuire à l'entretien et à la reproduction de la force de travail, et, du même coup, sans nuire au Capital.

De même, la durée « normale » du travail, l'intensité « normale » du travail n'ont pour limite maximum que la nécessité, pour l'entrepreneur capitaliste, de ménager, dans l'intérêt de la production elle-même, les forces physiques du salarié. Au reste, dans cette exploitation savante de la force de travail, ni l'âge ni le sexe n'arrêtent le capitaliste, et l'industrie moderne, qui a introduit dans ses usines à feu continu le travail de nuit, n'a pas hésité davantage à arracher la femme au foyer domestique, l'enfant à l'école pour les transformer l'un et l'autre en producteurs de plus-value, en chair à dividende.

Mais le régime capitaliste ne sera pas éternel. Et de même qu'il est né, il disparaîtra. Non seulement les forces productives, d'une puissance incomparable, que la bourgeoisie a créées et qu'elle actionne à son profit se retournent peu à peu contre son règne ; non seulement le monde assiste une fois de plus à la révolte des *forces productives* contre le régime de production et de propriété, — révolte dont les crises économiques, de plus en plus fréquentes, de plus en plus redoutables, sont la figure anticipée, — mais surtout, le régime capitaliste a engendré, dans le prolétariat, son futur fossoyeur. La *propriété capitaliste*, fondée sur l'asservissement et la paupérisation de masses de plus en plus nombreuses, possède un antagoniste plus dangereux que la *production capitaliste*, toute génératrice de crises, de faillites et de ruines que soit cette dernière. Le pire antagoniste de la propriété capitaliste, son antagoniste-né, c'est le *prolétariat*.

Parce qu'il est le produit le plus authentique de la grande industrie capitaliste, le prolétaire, dès

le premier jour, participe à l'œuvre révolutionnaire de la grande industrie. Mais il y participe à sa manière. Il proteste faiblement d'abord et presque en dépit de lui-même, puis de plus en plus consciemment et de plus en plus fort, contre l'exploitation sans contrôle et contre l'oppression sans limites, qui pèse sur lui et sur les siens. Il lui arrive parfois — et c'est là le début du mouvement ouvrier — de briser les machines. Geste irréfléchi et vain, dont il ne tarde pas lui-même à reconnaître l'inanité. Les grèves, les coalitions se succèdent, sans lien d'abord entre elles, toujours sauvagement réprimées. La répression n'empêche rien. Bientôt, la résistance se fait consciente et s'organise. Du terrain économique, la revendication des exploités gagne le terrain politique. La solidarité prolétarienne, d'abord corporative, puis nationale, tend à déborder les frontières. C'est, désormais, une *lutte de classe*, au sens complet du mot, qui dresse le prolétariat contre la bourgeoisie. Le temps viendra où le prolétariat, réalisant pleinement sa mission historique, mettra fin par la force au régime de la propriété capitaliste, base de la domination bourgeoise. C'est par la force du prolétariat organisé que les expropriateurs seront expropriés.

II

Si rien n'est à retrancher de ce sombre tableau de la société capitaliste, tel que l'observaient en 1847 les premiers communistes, il s'en faut cependant que rien n'y doive être ajouté. Depuis trois quarts de siècle, en effet, le capitalisme a réalisé, dans sa structure organique, dans sa technique industrielle et mercantile, dans son extension territoriale, enfin, des progrès gigantesques. Il s'est haussé à un degré de concentration matérielle et de puissance politique dont aucune des oligarchies antérieures n'avait encore donné l'exemple.

La production capitaliste, longtemps confinée à quelques régions d'Angleterre et de France, a pris pied dans les cinq parties du monde. Là où il n'est pas le maître absolu, le capitalisme exerce une suzeraineté de fait à laquelle rien ne résiste. Sa sphère d'influence, c'est aujourd'hui la sphère terrestre tout entière : le Capital, dieu tout-puissant, règne à la fois sur la terre solide, dans l'air et sur les eaux...

Toutes les branches de la production, et non plus seulement le textile, la métallurgie et les mines, tous les moyens de communication et d'échange, de la banque aux chemins de fer, subsistent sa domination despotique. Ce qui subsiste encore de la petite industrie et de la culture paysane elle-même ne continue à vivre que parce que le capitalisme y trouve son compte et le veut bien. A la ville comme dans les campagnes, la petite exploitation — donc la petite propriété — a perdu son autonomie ; charbonnier n'est plus maître tout seul en sa maison : obligé lui aussi de vendre et d'acheter, il subit, sur le marché tout au moins, la conffainte du capitalisme qui fixe les prix à son gré.

Mais c'est bien plus dans sa structure organique que dans sa technique et son extension que le capitalisme s'est modifié. Ce qui, au temps du *Manifeste communiste*, n'existait guère encore qu'à l'état de fait isolé ou de tendance, est devenu la règle universelle. La concentration des entreprises et des capitaux a atteint une densité fabuleuse. En Allemagne, avant la guerre, moins d'un centième des entreprises détenait près des 80 centièmes de la force motrice et occupait près des 40 cen-

tièmes de la main-d'œuvre. En Amérique, en 1907, le centième des entreprises employait à lui seul les 30 centièmes de la main-d'œuvre et concourait pour près des 44 centièmes au rendement total de l'industrie.

Mais la concentration en un petit nombre de mains des moyens de production et de circulation a pour résultat invariable d'amener, entre les quelques entreprises concurrentes qui subsistent, des ententes d'abord momentanées, puis permanentes, dont l'objet est de mettre un terme à ces rivalités toujours onéreuses et souvent désastreuses, qui donnaient à la société capitaliste un caractère d'anarchie dont les crises étaient périodiquement l'expression. Des *syndicats industriels* de toute espèce (cartels, trusts, consortiums, Konzerns, etc.) se sont constitués dans les dernières années du dix-neuvième siècle. Et leur entrée en scène marque le commencement d'une phase nouvelle — la dernière — dans le développement du capitalisme mondial. Un fait caractérise cette phrase : la substitution, au régime de la libre concurrence, du régime des monopoles. Cartels et trusts se répartissent, au lieu de se les disputer, matières premières et combustibles, fixent les salaires et les prix, taylorisent et standardisent la technique, mettent la main sur les moyens de communication. — préparent en un mot les conditions objectives de la socialisation des instruments de production et d'échange, terme final où tend, depuis toujours, le régime capitaliste.

Cette élimination graduelle de la concurrence ne s'opère d'ailleurs pas sans vicissitudes violentes ni sans luttes acharnées. On pourrait dire du monopole — fondé, comme le capital lui-même, sur l'asservissement et la ruine des petites exploitations autonomes — qu'il vient au monde comme y est venu jadis le capital : « suant le sang et la boue par tous les pores ». Le monopole, c'est la monarchie absolue après la destruction de la féodalité. Il ne souffre d'autre autorité que la sienne, d'autre profit que concédé par lui.

Le passage du capitalisme du régime anarchique de la libre concurrence au régime de la fusion des entreprises d'une même branche d'industrie et souvent à celui de la liaison (ou combinaison) de plusieurs branches d'industrie connexes, s'est trouvé singulièrement facilité dans les vingt-cinq dernières années par l'intervention de plus en plus énergique des grandes banques dans la production. Le capital bancaire, lui-même puissamment centralisé dans les mains d'un petit nombre de banques de spéculation et d'affaires, s'est superposé peu à peu au capital industriel. Autrement dit, les financiers, qui disposent à tout moment du capital liquide, ont imposé leur contrôle aux potentats de l'industrie. Leur influence s'est fait sentir dans un sens nettement favorable aux fusions et combinaisons, parce que celles-ci, en mettant un terme à l'anarchie capitaliste, garantissent aux capitaux bancaires investis dans la production un surcroît de sécurité. Jadis, capital bancaire et capital industriel travaillaient séparément à l'extorsion de la plus-value et au détournement des masses. De leur rencontre, nullement fortuite, et de leur alliance permanente est né le *Capital financier*, qui manipule des milliards et dont on peut dire qu'en réalisant, au profit exclusif d'une poignée de spéculateurs et de tripoteurs sans vergogne, le monopole des monopoles, il détient positivement la clef de toute l'économie capitaliste.

Mais la toute-puissance économique du Capital a

eu, dans l'ordre politique et social, des répercussions qui ont changé à la fois la face du monde et le cours même de l'histoire. Le Capital financier, ou plus exactement l'oligarchie despotique qui dispose de ce capital, n'a pas seulement discipliné sous sa loi l'immense armée des producteurs des villes et des campagnes ; il a effectué pour son compte la conquête des pouvoirs publics ; son influence, démesurément accrue, a fait de lui le véritable souverain. Comme Louis XIV, il pourrait dire : « L'Etat, c'est moi ». Plus encore qu'au temps où capital industriel et capital bancaire — capital fixe et capital circulant — menaient, dans une hostilité réciproque, des existences séparées, l'Etat a perdu de nos jours toute espèce d'indépendance. L'oligarchie a mis la main sur l'appareil de la puissance publique, s'est asservi ouvertement toute la clique des dirigeants parlementaires, fonctionnaires, généraux, évêques, avocats, journalistes. Elle a pris possession de l'opinion par la presse. Tout ce qui détient une influence, tout ce qui exerce une action publique est tombé peu à peu sous la coupe de la ploutocratie.

Les conséquences de cet asservissement progressif de l'Etat — plus que jamais « Etat bourgeois », « Etat de classe » — n'ont pas tardé à s'imposer. Elles se sont manifestées par un renforcement du militarisme, du colonialisme et du protectionnisme ; elles ont abouti à un affaiblissement universel des idées libérales, démocratiques et parlementaires, sous le signe desquelles la bourgeoisie avait combattu et triomphé. A la racine du militarisme, comme à celle du colonialisme et du protectionnisme, se trouvent les antagonismes nationaux, qui sont, dans leur essence, des antagonismes entre classes dirigeantes, entre capitalismes nationaux luttant pour l'extension ou le maintien de leurs marchés. Les frontières sont trop étroites pour un capitalisme monstrueusement développé. Il tend sans cesse à les déborder. Il est dans son action naturellement cosmopolite. On pourrait dire de lui qu'il est « citoyen du monde », s'il était capable de voir autre chose dans le monde qu'un champ d'exploitation, de dévastation et de pillage, s'il pouvait concevoir, dans les rapports internationaux d'autre moyen que la violence, d'autre but que la conquête et la spoliation.

C'est pour assurer au Capital des matières premières, des combustibles et des débouchés qu'a été inaugurée après 1870 la politique de « partage du monde ». Les continents et les mers ont été découpés en sphères d'influence que les grands Etats se sont cyniquement appropriés. Mais ces partages n'ont pu assouvir longtemps l'appétit de lucre et de proie des trusts capitalistes. Ils ont été bientôt remis en question soit par les moins bien partagés, soit par de nouveaux venus qui — tel, naguère encore, le capitalisme allemand — ne cessaient de revendiquer une plus large place au soleil.

Cette phase nécessaire, inévitable, de l'évolution politique et économique des sociétés capitalistes se nomme l'impérialisme.

L'impérialisme, c'est la tendance à l'hégémonie, à l'empire, des grands trusts capitalistes nationaux, des oligarchies financières nationales. C'est plus qu'une tendance, c'est une politique. Le monde n'a plus d'espaces libres qu'on puisse partager. Il ne s'agit plus d'ailleurs de partager à l'amiable, il s'agit désormais d'éliminer à main armée soit les co-partageants de la veille, soit les aspirants à un nouveau partage.

Et c'est ainsi qu'aux guerres nationales de la

première moitié du dix-neuvième siècle ont succédé, vers la fin de ce même siècle, des guerres spécifiquement impérialistes : guerre du Japon contre la Chine, des Etats-Unis contre l'Espagne, expédition de Chine, guerre anglo-boer, guerre russo-japonaise, guerre italo-turque, guerre turco-balkanique et, couronnant le tout, guerre mondiale, dont les dix millions de morts, les vingt millions de blessés, les destructions irréparables appellent, contre la société capitaliste, la vengeance des peuples martyrisés et dépouillés.

La guerre mondiale a mis aux prises, dans une conflagration gigantesque, toutes les puissances impérialistes des deux mondes : d'un côté, l'Angleterre, la France et la Russie auxquelles se sont joints le Japon, l'Italie et les Etats-Unis ; de l'autre, l'Allemagne, épaulée par l'Autriche-Hongrie. La guerre a réalisé, dans ce qu'elles avaient d'essentiel, ses fins impérialistes. En ce sens qu'elle a mis pour des dizaines d'années l'Allemagne hors du champ de la concurrence mondiale et qu'elle a découpé la *Mittel-Europa*, jadis sphère d'activité exclusivement allemande, en une poussière de petits Etats économiquement et politiquement vasaux de l'Angleterre et de la France. Elle eût réalisé ses plans plus complètement encore, n'eût été la Révolution russe, installant inopinément, au cœur même de l'ancien continent, la permanente menace qu'est, pour les classes dirigeantes de tous les pays, la dictature du prolétariat.

La guerre n'a pas mis fin, par contre, à l'impérialisme lui-même auquel les traités de Versailles ont dressé un monument digne de lui. En dépit des manifestations platoniques de la Société des Nations — hommage, pourrait-on dire, rendu par le vice à la vertu — en dépit des conférences de Washington et de Gênes, la course aux armements, la recherche de débouchés à main armée, — ce signe visible de l'impérialisme — continuent, accélérant encore leur rythme. D'autres conflits sanglants, en germe dans le traité de Versailles lui-même, risquent avant longtemps de précipiter à nouveau les peuples les uns contre les autres. Non seulement la guerre n'a pas fait triompher la paix définitive dont on berçait machiavéliquement l'espérance des peuples-soldats, non seulement elle n'a pas créé ce « monde sûr pour la démocratie » qu'annonçait enfantinement le wilsonisme, mais encore les vainqueurs se sont montrés impuissants à restaurer l'économie capitaliste désorganisée jusque dans ses profondeurs et à faire face, par une production accrue et une circulation intensifiée, aux besoins grandissants de la consommation. Des peuples entiers ont été réduits à un état voisin de la famine et acculés à la mendicité internationale. Les brusques dénivellations du change ont creusé, de nation à nation, des abîmes qui ne seront jamais comblés, et tandis que les Etats à change fort étaient frappés d'une sorte d'interdiction d'exporter les produits de leur industrie, les pays à change déprécié bénéficiaient au contraire, dans l'exportation, d'un privilège de fait qui, sans qu'ils aient à recourir aux pratiques mal famées du *dumping*, leur livre sans combat les marchés étrangers. Il en est résulté, ou il en résultera, dans les Etats à change non déprécié (Angleterre), l'établissement de tarifs douaniers qui contribueront à isoler davantage les peuples et à hausser le prix des choses nécessaires à la vie.

En même temps que la bourgeoisie se renouvèlait en partie par des incorporations de « nouveaux riches », des couches entières de la population tombaient dans le prolétariat. La décadence des classes moyennes — et des partis qui en étaient

l'expression — est un fait universellement observé. Mais si la petite bourgeoisie souffre, le prolétariat souffre plus cruellement encore. Dans les pays à change fort, le chômage a accru démesurément l'armée industrielle de réserve, tandis que dans les pays à monnaie avilie, le salaire réel n'a suivi que de loin le bondissement des prix. Des prolétariats entiers ont connu les terribles morsures de la famine ; des millions d'ouvriers ont été réduits à la mendicité des secours publics de chômage.

Pour restaurer l'économie capitaliste délabrée, la bourgeoisie n'a pas hésité longtemps sur les mesures à prendre. Elle avait pu, au lendemain de l'armistice, alors qu'elle redoutait l'éventualité de mouvements insurrectionnels ou grévistes inspirés de l'exemple de la révolution russe, alors qu'une activité factice animait toutes les branches de la production, consentir aux masses exploitées les satisfactions positives que celles-ci réclamaient à grands cris. Elle avait pu à la fois augmenter les salaires et réduire à huit heures la journée de travail. Mais la crise économique, d'une part, l'arrêt de la poussée révolutionnaire, d'autre part, l'amènèrent à se rendre compte que, pour restaurer l'économie capitaliste menaçant ruine, pour se sauver comme classe de la consommation et de la mort, il fallait en finir résolument avec la politique de compromis et de faiblesse. Alors commença partout, comme en vertu d'un mot d'ordre, une offensive générale contre les salaires et contre la journée de huit heures. Nulle part, à vrai dire, cette offensive n'a atteint son but réel, car elle n'a, nulle part, aux dépens de la classe exploitée, ni relevé la production, ni ramené la plus-value — source de l'accumulation du capital — à ses taux d'avant la guerre, ni rétabli l'équilibre économique mondial rompu par cinq années de guerre et de révolution. Le chaos économique persiste dans l'ensemble, aggravé

d'un chaos politique et social qui laisse loin derrière lui tout ce qu'on avait vu dans le passé. En vérité, le régime capitaliste a été atteint au cœur et la crise qui le mine est irrémédiable. La reconstruction pacifique, sur les anciennes bases capitalistes, apparaît de plus en plus comme une utopie : pour qu'elle pût se réaliser, il faudrait que le prolétariat, ayant perdu toute énergie, toute conscience de classe, se résignât à en faire les frais. Il est plus que douteux que le prolétariat, si grande que soit encore sur son esprit l'influence des mauvais bergers réformistes, laisse bénévolement la bourgeoisie reconstruire l'ordre social condamné par l'histoire. Les temps de la résignation servile et de la patience sont passés. Le prolétariat se rend compte que les anciens rapports de production et de propriété, que les anciennes formes sociales et tout leur contenu d'idéologie, de culture et de civilisation ont fait leur temps. Ils chancellent sous le poids de leurs contradictions internes. L'heure du règlement définitif des comptes entre exploités et exploités, entre expropriés et expropriés, a sonné.

Amédée DUNOIS.

La fin de ce projet de préambule pour le programme du parti sera donnée dans notre prochain numéro.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

VIENT DE PARAÎTRE :

A. B. C. du Communisme

par BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY

Un fort volume de 360 pages, prix 6 francs

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AU TRAVAIL

par G. ZINOVIEV

Un volume, prix 5 francs

ANNUAIRE DU TRAVAIL, politique, économique et social

Un énorme volume, in-octavo, de 750 pages 25 francs

L'IMPÉRIALISME, DERNIÈRE ÉTAPE DU CAPITALISME

par N. LENINE

Un volume, prix 3 fr. 50

Éditions de la **BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE**
Librairie de l'**HUMANITÉ**, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e).
Entrée libre.